

LES RÉGIONS SOCIALISTES ONT AGI FACE À LA CRISE, DÉVELOPPÉ DURABLEMENT LES TERRITOIRES ET PRÉPARÉ L'AVENIR.



Protéger, préparer, innover

En 2004, dans 21 régions sur 26, les Français nous ont donné la responsabilité d'améliorer leur vie quotidienne, de construire un aménagement solidaire et durable de nos territoires.

En 2010, nous retournons devant les électeurs avec un bilan respectueux de nos engagements. Face à la crise, nos régions ont fait le choix de soutenir en priorité l'emploi et le pouvoir d'achat ainsi que les PME - TPE, oubliés de la relance du gouvernement.

Nos régions ont choisi l'avenir en investissant massivement pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Nos régions ont choisi la qualité de vie en rénovant les TER et les lycées. Elles ont fait de l'éducation et la formation leurs priorités.

Nos régions n'ont pas attendu les engagements internationaux pour faire de la social-écologie au quotidien. Cette mobilisation sans précédent des régions s'est accompagnée d'une très grande modération fiscale. Les attaques de l'UMP sur ce terrain ne résistent pas à l'examen des faits. Lorsque nous avons eu des difficultés budgétaires, c'est d'abord à cause des charges et des responsabilités transférées sans compensation financière par l'Etat. C'est d'abord face aux désengagements du gouvernement que nos régions ont dû se battre.

Malgré cela, nos régions ont défendu et fait progresser partout le service public. Elles continueront à agir demain pour protéger les Français, préparer l'avenir et innover pour les territoires.

Un vrai plan de relance face à la crise

Ce que les socialistes ont demandé au niveau national en proposant dès le mois de janvier un véritable plan de relance, ils l'ont appliqué en région. Ils ont mis en œuvre un plan qui marche sur deux jambes : investissements et soutien à la consommation.

Pendant que Nicolas Sarkozy parle, les socialistes agissent.

Ce sont 9 milliards d'euros au total qui ont été consacrés par les régions socialistes pour relancer l'économie et protéger les salariés de la crise qui frappe notre pays. C'est 33 % de la somme engagée par le gouvernement alors que le budget des régions représente 2 % de la fiscalité

■ Soutenir le pouvoir d'achat, protéger les salariés

Près de 100 000 emplois préservés directement par l'action des régions, et bien plus indirectement.

EXEMPLES

- En région Aquitaine, création du **revenu social de formation** qui permet à 5 000 jeunes de moins de 25 ans qui ne peuvent pas bénéficier des Assedic de toucher un revenu pendant leur formation.
- En Bass- Normandie, c'est le « Coup d'Pouce Energie » pour aider les familles aux revenus les plus modestes.
- Dans le Nord-Pas de Calais, grâce à la convention régionale de reclassement personnalisé, les salariés concernés ont pu bénéficier de 80% de leur rémunération initiale pendant 12 mois au lieu de 8.

■ Accompagner les créations d'entreprises et soutenir les stratégies de développement des entrepreneurs

30 000 entreprises soutenues financièrement et accompagnées pendant la crise.

EXEMPLES

- Dans le Nord-Pas de Calais, un **fonds régional d'investissement**, le FINORPA.
- En Rhône-Alpes, les **contrats d'appui pour le développement des PME-PMI**.
- En Bourgogne, le dispositif « Créafil », le programme d'aide à la création d'entreprises en quartiers sensibles.
- En Lorraine, ce sont **900 projets de création d'entreprise** qui ont été soutenus et **plus de 4000 entreprises, PME et TPE** qui ont été accompagnées.
- En Ile-de-France, ce ne sont pas moins de **39 pépinières d'entreprises** qui sont soutenues par la région.

■ Face à la crise, les régions socialistes ont soutenu d'abord les PME alors que le gouvernement aidait les patrons du CAC 40 et les banques

EXEMPLES

- En Bourgogne, 27 mesures de soutien aux PME ont été adoptées pour 23 M€, et qui ont permis de sauvegarder plus de 1500 emplois.
- La région Pays de la Loire a créé un prêt pour le redéploiement industriel et lancé un emprunt obligataire régional.
- En Picardie, les entreprises ont été conseillées et aidées pendant la crise grâce au « Comité régional économie entreprise ».
- Pour passer le cap de la crise, la région Auvergne a créé un fond d'avance de trésorerie pour les PME en difficulté.

■ Simplifier les démarches administratives en créant des guichets uniques pour accueillir les entreprises

EXEMPLE

- En Lorraine par exemple avec le site internet www.entreprenezenlorraine.fr et la création d'un guichet unique.

Préparer l'avenir par la recherche et la formation pour créer les emplois de demain

■ Emploi, formation

Parce que nous savons que la clé du retour à l'emploi, c'est aussi la formation, les régions socialistes ont massivement développé les offres de formation, **5 milliards d'euros ont été investis pour la formation professionnelle et l'apprentissage et près d'un million de personnes ont été formées grâce aux structures régionales.**

EXEMPLES

- En Aquitaine, 16 000 demandeurs d'emplois suivent chaque année une formation financée par la région.
- La région Poitou-Charentes finance le permis de conduire des titulaires de CAP et de BAC Pro.
- Dans le Nord-Pas de Calais, la région a financé la formation professionnelle à hauteur de 900 millions d'euros.
- La Région Aquitaine a rendu gratuit le cursus de formation pour les aides soignantes, soit 1100 places par an et quasiment 100 % de chances de trouver un emploi à la sortie.

■ Investissements dans la recherche et le développement pour créer les emplois de demain

Les régions socialistes ont apporté leur aide financière à plus de **6 600 doctorants** pour qu'ils puissent préparer leur thèse.

EXEMPLES

- L'Aquitaine consacre **9%** de son budget à la recherche, aux transferts de technologies et à l'innovation.
- Dans le Nord-Pas de Calais, « EURADIT » est un véritable dispositif d'intelligence économique qui concerne déjà 454 entreprises.

■ Soutien aux pôles d'innovation

En appliquant la démarche des « clusters », c'est à dire la mise en réseau des entreprises d'un même secteur dans un bassin d'emploi, les régions ont développé de véritables **pôle d'innovations** qui feront les emplois de demain.

EXEMPLES

- En PACA, les PRIDES (Pôles Régionaux d'Innovation et de Développement Solidaire) représentent 58 Millions d'euros d'investissement depuis 2007 pour la région. Ils sont composés à 97% de TPE et de PME.
- En Pays de la Loire, les Plate-formes Régionales d'Innovation (PRI) ont été développées à hauteur de 10 Millions d'euros.
- Rhône-Alpes a créé de véritables plate-formes technologiques qui représentent un investissement de 30 Millions d'euros jusque 2013.
- La région Ile-de-France a financé 7 pôles de compétitivité et d'innovation.

■ La vie des étudiants et des lycéens a bénéficié de nombreuses initiatives de la part des exécutifs régionaux

L'égal accès de tous à l'éducation est une priorité de l'action des régions. L'engagement de financer les livres scolaires a bien sûr été tenu. **C'est une économie de 150 Euros par élève et par an pour les familles !**

3,3 milliards d'euros ont été consacrés à l'enseignement (lycées et enseignement supérieur).

EXEMPLES

- En Bourgogne, les lycéens ont été acteurs de l'élaboration **des budgets participatifs**.
- En Midi-Pyrénées, la nourriture bio a fait son apparition dans les assiettes de nos lycéens.
- Dans la région Centre et en Haute-Normandie, les lycéens ont bénéficié de **voyages culturels et d'échanges linguistiques en Europe**.
- En région Rhône-Alpes, ce sont plus de **100 000 étudiants** qui ont bénéficiés de bourses à la mobilité depuis la création du dispositif « Explo'RA ».
- Dans le Nord-Pas de Calais, **32 000 enfants** sont partis en séjour « Nature » grâce aux chèques nature.

■ Financement et rénovation des lycées

En tout, ce sont **2000 lycées qui ont été rénovés ou construits** ce qui représente la moitié des lycées en France.

EXEMPLES

- La région Bretagne a consacré 415 millions d'euros à la rénovation et à la construction de lycées et 720000 chèques livres ont été distribués aux élèves.
- En Ile-de-France, **253 lycées** ont été construits ou rénovés.
- En Languedoc-Roussillon, 70 lycées sur 89 ont été rénovés.

Dans une société où le numérique prend une place prépondérante, nos régions ont mené des politiques pour doter un maximum d'établissements d'équipements informatiques :

EXEMPLES

- Dans les Pays de la Loire et en Lorraine, ce sont notamment les **Espaces Numériques de Travail (ENT)**.
- En PACA, c'est le projet **CORRELYCE** qui met à disposition des élèves et du corps enseignant, gratuitement, un contenu éditorial particulièrement riche.
- En Champagne-Ardenne, 2100 ordinateurs ont été achetés pour les lycéens.
- La région Ile-de-France a mis à disposition des lycéens **un ordinateur pour trois élèves et 600 000 clés USB**.

■ Création et diffusion culturelle

Les régions socialistes sont des partenaires essentiels de **la création et de la diffusion culturelle**. Secteur dynamique, porteur de croissance et d'emploi, la culture sous toutes ses formes est un élément constitutif de notre vivre-ensemble.

EXEMPLES

- En Ile-de-France, ce sont 230 compagnies d'art vivant qui reçoivent une subvention, 360 projets littéraires qui ont été financés et 60 films qui ont été aidés.
- En Bretagne, ce sont 110 manifestations et festivals qui sont financés chaque année.
- En Bourgogne, un fonds régional d'aide à la production cinématographique a été créé.
- Dans la région Pays de la Loire, le budget culture a connu une augmentation de 25%.

Social-écologie, les régions ont mis en œuvre un développement économique durable

Protection de l'environnement, développement de l'agriculture bio : beaucoup en parlent, les socialistes le font.

Un développement économique harmonieux, respectueux de l'environnement, créateur d'emplois pérennes.

■ Dynamiser les espaces ruraux et développer une agriculture raisonnée

EXEMPLES

- L'Aquitaine est la première région exportatrice de produits agricoles. Ce sont 4 000 exploitations qui ont déjà bénéficié du dispositif AREA (Agriculture respectueuse de l'environnement) et plus de 1 000 agriculteurs qui se sont convertis au bio.
- Dans le Nord-Pas de Calais, ce sont 31% des jeunes agriculteurs qui se sont installés avec l'aide du Conseil Régional.
- La région Basse-Normandie a accordé 75 Millions d'euros de subvention aux territoires ruraux.
- La région Guadeloupe apporte une aide à l'installation et au développement des exploitations par le soutien à la gestion (tenue de comptabilité...) et la mise en place d'outils de coordination, de connaissance et de contrôle de l'économie agricole.

■ Des réalisations concrètes pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre

EXEMPLES

- En Région Aquitaine, grâce au « Plan Climat » en 2007, ce sont 100 Millions d'euros qui permettront de réduire de 10 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2013.
- Dans le Nord-Pas de Calais, ce sont 3500 installations solaires qui ont été financées chez des particuliers, 5000 logements certifiés pour leurs bonnes performances énergétiques et 12 conventions pluriannuelles signées avec des associations de protection de la nature ainsi qu'un forum annuel des associations environnementales.
- En Champagne-Ardenne, le budget développement durable et environnement a été multiplié par deux. Ce sont par exemple 116 éoliennes qui ont été financées grâce à ce budget.
- En Ile-de-France, ce sont 10 déchetteries qui ont pu être dépolluées et 160 000 logements qui se chauffent grâce à la géothermie.

■ Constructions HQE, économies d'énergie

Les régions suivent toutes **la démarche HQE (Haute Qualité Energétique)** pour leurs constructions, que ce soient les lycées, les centres de formation des apprentis ou les bâtiments administratifs.

EXEMPLE

- La région Languedoc-Roussillon a financé la construction de 7000 logements sociaux « basse consommation d'énergie ».

Plus de 50 000 logements ont bénéficié d'aides pour diminuer leur consommation d'énergie, par le soutien aux particuliers pour suivre une démarche de construction et de rénovation sobres en énergie.

EXEMPLES

- En région Basse-Normandie, c'est le chèque « Eco-Energie » qui leur permet de ne plus avancer les aides.
- En Franche-Comté, le programme « Effilogis » permet d'aider les particuliers à atteindre le niveau « Bâtiment Basse Consommation ».

Dans les écoles, l'alimentation bio et les filières locales ont été développées et soutenue par les régions.

Découverte des produits du terroir, soutien des « circuits courts », autant de mesures qui permettent de garantir une alimentation saine, équilibrée, en toute transparence. Les lycées privilégient pour leurs restaurants collectifs les produits issus de l'agriculture locale et/ou biologique. Ces achats publics constituent un important levier financier pour favoriser une économie environnementalement et socialement responsable.

Soutien à l'économie sociale et solidaire

EXEMPLE

- La région Limousin a aidé à la création de **700 TPE** par des personnes en situation de fragilité, grâce à des conventions avec l'ADIE (Agence pour le Droit à l'Initiative Economique).

Parce que la démarche de développement durable implique que la démocratie progresse dans tous les lieux de pouvoir, **les socialistes ont développé des structures nouvelles et associés les citoyens aux décisions.**

EXEMPLES

- En Auvergne, c'est l'« Observatoire des engagements » qui évalue si la région respecte bien les engagements qu'elle a pris devant les citoyens. Il rassemble plus de 200 Auvergnats investis dans un outil original d'évaluation des politiques publiques.
- En région Centre, c'est un **Conseil Economique et Social Régional** qui permet ainsi aux acteurs socio-économiques de la région de donner leur avis et d'être consultés régulièrement sur les actions de la région.
- En région Guadeloupe, ce sont 22 associations qui ont reçu des subventions pour leur action en faveur de l'environnement et de la valorisation du patrimoine.

■ Répondre à l'urgence sociale

Les socialistes ont mis **la lutte contre toutes les discriminations** au cœur de leurs actions quotidiennes.

EXEMPLES

- En Ile-de-France, 1800 places d'accueil ont été ouvertes pour les femmes victimes de violences et en précarité.
- La région Picardie a mis en place un comité de lutte contre les discriminations.

Pour **les personnes en situation de handicap**, les régions ont mobilisé des moyens sans précédents.

EXEMPLES

- En Ile-de-France, 8000 places d'accueil pour les personnes handicapées ont été ouvertes et 20% des lycées leur sont désormais accessibles.
- En Poitou-Charentes, l'Agenda 22 permet de conduire une politique transversale, pluriannuelle, participative et partenariale en direction des personnes en situation de handicap.
- Sur les 73 gares de Picardie, 48 sont désormais totalement accessibles aux personnes en situation de handicap.

Pour **la santé**, les régions ont mis en œuvre des plans ambitieux permettant de **maintenir une proximité des centres médicaux** quand le gouvernement a fait le choix de fermer des hôpitaux de proximité.

EXEMPLES

- La région Bourgogne a soutenu la création de plus de 20 maisons médicales en zone rurale.
- Dans le Nord-Pas de Calais, ce sont 16 programmes territoriaux de santé et 140 équipements sanitaires (IRM, scanners...) qui ont été financés.
- La région Lorraine a créé 26 maisons de santé.
- En Ile-de-France, 5 millions d'euros par an sont consacrés aux urgences hospitalières ; mais c'est aussi le « Génopôle », le « Cancropôle » et l'Institut du Cerveau et de la moelle qui ont été financés.
- La région Basse-Normandie a mis en œuvre 30 projets de pôle ruraux de santé.

Pour le logement, les régions ont lancé un plan massif de construction et de rénovation pour pallier l'incurie du Gouvernement : **ce sont plus d'un million de logements qui ont été créés ou réhabilités.**

EXEMPLES

- La Région Bourgogne s'est engagée à rénover plus de 1 400 logements d'ici 2013.
- Dans le Nord-Pas de Calais, 45000 logements ont été rénovés.
- En Ile de France, 100 logements financés par jour et 22000 logements créés pour les étudiants et les jeunes travailleurs.
- En Limousin, ce sont 11000 logements sociaux qui ont pu être construits.

Les régions améliorent les services publics de proximité

Trains vétustes, lycées ou écoles d'infirmières en piteux état, agents des lycées en situation précaire, voilà l'état des régions que nous avons gagnées en 2004 et qui étaient gérées par la droite auparavant.

■ Transports

Développer des modes de transports propres, modernes, avec un maillage efficace et des tarifs abordables, c'était notre objectif. Nous l'avons rempli : **près de 3 milliards d'euros ont été investis dans les transports collectifs.**

Les régions ont fait le choix de développer les modes de transports « doux » : pistes cyclables, voies vertes et gares de proximité pour valoriser notre patrimoine et donner à tous la chance de profiter des richesses de nos territoires :

EXEMPLES

- En Pays de la Loire, la région a développé le dispositif « Loire à vélo »,
- Dans le Nord-Pas de Calais, ce sont les TER-Mer et les TER-Vert qui permettent de visiter la région à des prix très bas (1 euro l'aller-retour !).

L'intermodalité et le ticket unique (TER + transports urbains) sont au cœur du modèle de développement des transports régionaux pour répondre aux exigences du développement durable et en finir avec le « tout-voiture » :

EXEMPLES

- En Pays de la Loire, c'est le ticket « Metrocéane ».
- En Haute-Normandie, c'est « Atoumod ».
- En Rhône-Alpes « OÙRA » ...

Face aux carences de RFF (Réseau Ferré de France) et face à la vétusté des équipements, les régions ont mis en place un plan d'investissement sans précédent.

30% de voyageurs en plus, 50% de renouvellement du matériel roulant, les lignes régionales ont été renouvelées, des rames nouvelles ont été achetées, des gares maintenues et renouvelées.

■ Développement des TER

Ce sont près de **2000 rames de TER** qui ont été rénovées, achetées ou commandées et **plus de 1000 gares** créées ou rénovées.

EXEMPLES

- En Aquitaine, + 43 % de fréquentation depuis 2002, 35 000 voyageurs par jour. 130 dessertes en plus depuis 2002.
- En région Midi-Pyrénées, ce sont plus de 500 Millions d'euros qui ont été consacrés aux plans « gare » et « rail ». 500 km de voies ferrées ont été rénovées !
- En région Lorraine, depuis 2005, le prix des TER a baissé de -20 à -40% et la fréquentation a augmenté de 40%.
- En Ile-de-France 1,5 milliards d'euros par an sont consacrés aux transports.
- En Bourgogne, ce sont 15 millions de voyageurs qui utilisent les TER chaque année.
- La Basse-Normandie a rénové 18 gares TER.

L'investissement dans les lignes à grande vitesse (LGV) était indispensable pour permettre d'améliorer les liaisons entre les régions.

Les exécutifs socialistes ont décidé de pallier l'absence de l'Etat et de financer largement les nouvelles lignes à grande vitesse.

EXEMPLE

La LGV Sud Europe Atlantique est sur les rails grâce au volontarisme du Conseil régional d'Aquitaine à Paris comme à Bruxelles, mais aussi grâce à un engagement financier jamais égalé pour une collectivité : 600 Millions d'euros soit 28 mois de fiscalité.

Le gouvernement abandonne les territoires, les régions s'engagent au-delà de leurs compétences

Depuis 2004, l'Etat s'est délesté de nombre de ses responsabilités sur les collectivités territoriales, sans assurer un financement équitable de ces transferts. Pire, il n'assume plus ses missions de base dans de nombreux domaines.

Les régions socialistes prennent leurs responsabilités et face à la crise, elles ont mis en œuvre, au-delà de leurs compétences obligatoires, de nombreux dispositifs de solidarité : plans de lutte contre toutes les discriminations, accessibilité des lycées et des gares aux personnes handicapées, accès à la santé et aux soins dans les territoires.

Renonçant à assumer pleinement la responsabilité de l'Etat dans l'aménagement du territoire, le gouvernement oblige de surcroît les collectivités à co-financer ses projets.

Face à la campagne éhontée de l'UMP contre les régions, rétablissons la vérité :

- La dette des régions représente seulement 1 % de la dette de l'Etat.
- La dette des collectivités locales représente 10 % de la dette totale et dans le même temps, l'investissement des collectivités locales représente 73 % de l'investissement public.
- Les dépenses de personnels ont crû en premier lieu en raison du transfert de 130 000 agents de l'Etat dans les conseils régionaux.
- L'Etat a versé 95 millions d'euros aux régions en subventions d'investissement, pendant qu'il percevait 427,4 millions d'euros des régions en subventions publiques : les régions reversent à l'Etat quatre fois plus qu'elles ne perçoivent.
- Aujourd'hui, le gouvernement oblige les collectivités à financer 1/3 du plan Campus et impose des cofinancements sur les lignes à grande vitesse et sur les opérations de renouvellement urbain.

En supportant le coût des compétences abandonnées par l'Etat, les régions ont été bien gérées :

- En 2009, la région qui a le plus augmenté son taux d'imposition est l'Alsace, une des deux régions métropolitaines gérées par l'UMP de Nicolas Sarkozy.
Au contraire, 16 régions socialistes ont maintenu inchangé leur taux d'imposition.
- Les régions représentent 2 % de la fiscalité en France et en moyenne, leurs impôts n'ont augmenté que de 3,6 % par an, soient 3 € par habitant et par an.
- L'investissement des régions métropolitaines a progressé de 32,24 % entre 2004 et 2009.